Les grands moments des deux ans de crise violente au Burundi

@rib News,Â 24/04/2017Â â€“ SourceÂ AFP Le Burundi est plongÃ© dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences depuis l'annonce en avril 2015 de la candidature de Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ© et son Ã©lection en juillet de la mÃªme annÃ©e. Les violences ont fait 500 morts selon l'ONU, et 2.000 selon les ONG et poussÃ© prÃ¨s de 400.000 Burundais Ã l'exil.Â [PhotoÂ : Manifestation contre le troisiÃ¨me mandat, Bujumbura, le 5 juin 2015]

- Manifestations - Le 26 avril 2015, des milliers de personnes se rÃ©unissent au lendemain de la dÃ©signation de M. Nkurunziza par son parti, le CNDD-FDD, comme candidat Ã la prÃ©sidentielle: coup d'envoi de six semaines de manifestations Ã Bujumbura, sÃ©vÃ¨rement rÃ©primÃ©es. Les contestataires jugent ce 3e mandat contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha ayant permis de mettre fin Ã la guerre civile (1993-2006). - Tentative de putsch - Le 13 mai, l'ancien chef du service de renseignement et ex-chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, annonce la destitution de M. Nkurunziza, en dÃ©placement en Tanzanie. La tentative de putsch Ã©choue, certains des meneurs se rendent, d'autres fuient. Pierre Nkurunziza, de retour Ã Bujumbura, Ã©tablit un lien entre les putschistes et les "soulÃ¨vements en cours". Il limoge ensuite son ministre de la DÃ©fense, jugÃ© trop conciliant avec les manifestants, et celui des Relations extÃ©rieures. - DÃ©fections et Ã©lection - Le 28 juin, le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale sortante Pie Ntavyohanyuma, 2e personnage de l'Ã‰tat, annonce sa dÃ©fection depuis Bruxelles. Son dÃ©part s'ajoute Ã la longue liste d'opposants, journalistes, membres de la sociÃ©tÃ© civile mais aussi cadres frondeurs du CNDD-FDD qui ont choisi l'exil. Le 21 juillet, Pierre Nkurunziza est rÃ©Ã©lu sans surprise, Ã l'issue d'un scrutin boycottÃ© par l'opposition. - Attaques ciblÃ©es Le 2 aoÃ»t, le gÃ©nÃ©ral Adolphe Nshimirimana, homme fort de l'appareil sÃ©curitaire, est tuÃ© Ã Bujumbura. Le correspondant de l'AFP et de Radio France Internationale est arrÃªtÃ© par des membres du Service national de renseignement et rouÃ© de coups. Le 3 aoÃ»t, le militant des droits de l'Homme Pierre-Claver Mbonimpa est blessÃ© par balle. Et le 15 aoÃ»t, un ex-chef d'Ã©tat-major, le colonel Jean Bikomagu, figure du camp tutsi pendant la guerre civile, est assassinÃ©. Le 11 dÃ©cembre, au moins 87 personnes sont tuÃ©es dans des attaques coordonnÃ©es de trois camps militaires, selon l'armÃ©e. Des habitants de Bujumbura dÃ©crivent des exÃ©cutions sommaires par la police et des Ã©lÃ©ment de l'armÃ©e en reprÃ©sailles. En avril 2016, le gÃ©nÃ©ral tutsi Athanase Kararuza, conseiller du 1er vice-prÃ©sident en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ©, est tuÃ©, ainsi que son Ã©pouse. - 'Grand danger de gÃ©nocide' - Fin juillet 2016, le Conseil de sÃ©curitÃ© autorise le dÃ©ploiement de 228 policiers de l'ONU, mais dÃ©but aoÃ»t Bujumbura rejette cette rÃ©solution, estima qu'elle enfreint sa souverainetÃ©. Le 20 septembre, une mission d'enquÃªte de l'ONU accuse le gouvernement d'Ãªtre responsable de graves violations des droits, systÃ©matiques et constantes, mettant en garde contre de possibles "crimes contre l'humanitÃ©" et un "grand danger de gÃ©nocide". Le 27 octobre, le Burundi notifie Ã l'ONU sa dÃ©cision de se retirer de la Cour pÃ©nale internationale (CPI), qui avait lancÃ© en avril une enquÃªte prÃ©liminaire sur des accusations de meurtres, torture et autres exactions. - 'Torture', 'disparitions forcÃ©es' - Le 30 dÃ©cembre 2016, le prÃ©sident Nkurunziza annonce qu'il pourrait Ã nouveau se reprÃ©senter en 2020, "si le peuple le demande". Le 1er janvier 2017, le ministre de l'Environnement est tuÃ© par balle Ã Bujumbura, devenant le premier membre du gouvernement Ã Ãªtre assassinÃ© depuis le dÃ©but de la crise, un crime non Ã©lucidÃ© Ã ce jour. Le 3 janvier, la plus ancienne ligue burundaise des droits de l'Homme, Iteka, est "dÃ©finitivement radiÃ©e" de la liste des ONG locales autorisÃ©es Ã travailler. Le 19 janvier, Human Rights Watch accuse des membres des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, d'avoir brutalement tuÃ©, torturÃ© ou tabassÃ© des dizaines de personnes ces derniers mois. Les Imbonerakure, que l'ONU qualifie de miliciens, jouissent d'une impunitÃ© quasi totale, le gouvernement rechignant Ã les sanctionner, accuse l'ONG. Le 18 avril, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme dÃ©nonce la multiplication d'incidents dans lesquels les Imbonerakure appellent au "viol" d'opposantes.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});